

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX

Lieu dit Le Rabion - BP 43
Noyant
49490 Noyant-Villages

Références : 2024-419_BIOPROX_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2024 dans l'établissement SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX implanté Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 05/09/2024, l'OFB a alerté la DREAL sur une pollution du Lathan en aval du site de la SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX situé à Noyant-Villages. Les premiers signalements de riverains dataient du week-end précédent. L'OFB a pu constater une mortalité piscicole et sentir une forte odeur de parfum sur le cours d'eau jusqu'au lieu-dit Chanteloup, situé 6km à l'aval du site. Afin d'identifier les causes de la pollution, l'inspection des installations classées a procédé à une visite sur ce site le 09/09/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX
- Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société BIOPROX développe sur le site de Noyant-Villages deux activités principales :

- la fabrication de ferments lactiques et produits de biotechnologies (probiotiques, ...),
- la production de concentrés de parfums (activité Sozio).

Les installations sont connues comme relevant du régime de la déclaration. Elles sont exploitées sous couvert des récépissés de déclaration :

- du 25/09/2013 visant les rubriques 2910, 1433, 1432, 1450 et 2230,
- du 16/02/2015 visant la rubrique 2680 (OGM).

L'exploitant a par ailleurs transmis le 31/05/2016 une demande d'antériorité pour les rubriques 4130 et 4510. Une déclaration de modifications avec mise à jour du classement a été transmise en juillet 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Pollution de la rivière Le Lathan

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux activité parfums	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5	Demande d'action corrective	30 jours
2	Rétention associée au stockage des produits de l'activité parfums	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 2.9	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets aqueux rubrique 2230 - surveillance	Arrêté Ministériel du 05/09/2016, article annexe I-point 5.9	Sans objet
4	Rejets aqueux rubrique 2230 – valeurs limites	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant:

- s'assurera que les eaux de lavage générées par l'activité parfums sont stockées dans des conditions prévenant les risques de pollution.
- démantèlera les 2 pompes de relevage des 2 fosses (collectant les eaux de lavage de l'activité parfums) vers la station de traitement interne.
- transmettra un plan d'actions et un échéancier associé, pour empêcher tout risque de pollution des eaux et des sols, au niveau de l'aire de stockage des déchets.
- établira à l'attention du personnel concerné les procédures et formations nécessaires associées au plan d'actions mentionné ci-dessus.
- respectera le programme de surveillance défini en interne (mesures mensuelles en DBO5, NGL et P).
- veillera à commander l'intervention d'un organisme agréé pour réaliser un prélèvement et une mesure des concentrations des différents polluants dans ses rejets aqueux en 2025, en vue de respecter la fréquence de vérification de trois ans (dernière mesure lors du contrôle inopiné en 10/2022).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux activité parfums

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Tout rejet dans le milieu naturel est interdit. Tout rejet dans les égouts publics est préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel.
Constats : La visite de 09/2024 est motivée par le constat de l'OFB d'une pollution en aval du site de la rivière Le Lathan, ayant engendré une mortalité piscicole et l'émanation d'une forte odeur de parfum. Lors de la visite de 09/2024, l'exploitant a indiqué que les eaux résiduelles industrielles générées par l'activité parfums étaient collectées dans 2 fosses enterrées sous le bâtiment situé au nord ouest du site (activité parfums), de capacités respectives 30 m ³ et 150 m ³ , avant évacuation en tant que déchets. Il a ajouté que les 2 pompes de relevage (1 pompe pour chaque fosse) vers la station de traitement interne avant rejet dans le milieu naturel (fossé alimentant Le Lathan) avaient été condamnées au niveau du tableau électrique. Cette action est une réponse de l'exploitant à la mise en demeure du 02/03/2023 de cesser tout rejet dans le milieu naturel d'effluents aqueux provenant de l'activité utilisant des produits classés sous la rubrique 4510. L'inspection a constaté que les 2 pompes étaient effectivement condamnées électriquement. Par ailleurs, l'exploitant a transmis les bons de commandes, factures et BSD, relatifs aux enlèvements des déchets d'eaux de lavage réalisés les : 07/06/23 (25,98 t), 13/09/23 (26,78 t), 20/09/23 (27,72 t), 19/12/23 (29,54 t), 04/01/24 (24,86 t), 21/02/24 (29,12 t), 25/02/24 (29,56 t), 24/04/24 (29,44 t), 14/05/24 (24,70 t), 10/06/24 (30,26 t), 17/06/24 (30,10 t).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → Les rejets aqueux liés à l'activité parfums n'étant pas autorisés dans le milieu naturel, il est demandé à l'exploitant de démanteler les 2 pompes de relevage des 2 fosses de 30 m ³ et 150 m ³ vers la station de traitement interne, garantissant ainsi l'absence de rejets en tout temps. Celui-ci transmettra les justificatifs de démantèlement des pompes. → Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de s'assurer que les déchets d'eaux de lavage sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution, notamment les infiltrations dans le sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Rétention associée au stockage des produits de l'activité parfums

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Le sol [...] des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, [...] et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.

Constats :

Lors de la visite de 09/2024, l'exploitant a reconnu que la pollution constatée du Lathan ne pouvait venir que de son site. Il a indiqué qu'après avoir recherché les causes potentielles de la pollution, il avait identifié un scénario pouvant expliquer cette pollution: lessivage par l'eau de pluie d'une dalle béton située au nord-est du site (créée en 09/2023) sur laquelle sont stockés les bidons de parfum vides (mais contenant toujours un fond de produit), écrasés pour être moins volumineux (équipement mis en service en 05/2024); selon lui, l'eau pluviale "parfumée" rejoindrait ainsi le Lathan situé à proximité, soit en ruisselant sur le sol (car quasi inexistence de bordure autour de la dalle béton), soit à travers le sol (car présence d'un puisard au niveau de la dalle béton, connecté à des noues avec infiltration dans le sol). Il a proposé d'étancher le fond et les parois du puisard, d'y installer une pompe vide-cave pour renvoyer les eaux susceptibles d'être polluées dans l'une des 2 fosses (cf. constat précédent), et de mettre en place une bordure autour de la dalle béton.

L'inspection constate ainsi les non-conformités suivantes :

- le compactage et le stockage des bidons de parfum susceptibles de contenir des résidus de produit (avant et après compactage) ne sont pas réalisés sur un sol équipé de façon à pouvoir recueillir les éventuels déversements de produit provenant de ces opérations et les eaux de ruissellement souillées,
- aucune barrière (seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent) ne sépare l'aire de compactage/stockage de l'extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **Un plan d'actions visant au respect de la prescription susmentionnée doit être produit et engagé dans les meilleurs délais. Dans l'attente du retour à la conformité de manière pérenne, une solution temporaire de rétention des éventuels déversements/égouttures doit être mise en œuvre. L'exploitant veillera à établir à l'attention du personnel concerné les procédures et formations nécessaires. L'inspection des installations classées devra être tenue informée de l'avancement du plan d'actions (solutions temporaires et pérennes).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Rejets aqueux rubrique 2230 - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/09/2016, article annexe I-point 5.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

Ces mesures des concentrations sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. [...]

Constats :

Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait indiqué qu'aucune surveillance n'était réalisée pour les paramètres DBO₅, NGL et P. En outre, les prélèvements analysés étaient réalisés par un préleveur automatique réfrigéré, avec constitution d'un bidon de prélèvement sur une semaine complète. Or les mesures de concentration doivent être réalisées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement d'une journée (échantillon moyen 24 h).

Suite à la visite de 2022, l'exploitant avait indiqué qu'un réglage du préleveur avait été réalisé en interne (justifié sur la base de photos du programme réglé sur le préleveur) permettant le prélèvement de 3 échantillons de 50 ml sur une journée. L'exploitant avait ajouté que le prélèvement était réalisé sur la journée du mardi, où les rejets sont représentatifs.

Suite à la visite de 2023, l'exploitant avait transmis les résultats de la surveillance réalisée entre janvier et décembre 2023 montrant que la première analyse des paramètres DBO₅, NGL et P n'avait été réalisée qu'en octobre 2023. Deux analyses avaient par ailleurs été réalisées en décembre. L'exploitant s'était engagé à réaliser une surveillance mensuelle de ces paramètres dans un laboratoire extérieur. La surveillance des paramètres DCO, MES, NH₄⁺ était toujours réalisée en interne, à une fréquence hebdomadaire. Les chlorures étaient par ailleurs suivis à une fréquence mensuelle.

Suite à la visite de septembre 2024, l'exploitant a transmis les résultats de la surveillance réalisée entre janvier et septembre 2024 montrant que l'analyse des paramètres DBO₅, NGL et P a été réalisée mensuellement de janvier à avril et en juin, mais non réalisée en mai et de juillet à septembre. La surveillance des paramètres DCO, MES, NH₄⁺ est toujours réalisée en interne, à une fréquence hebdomadaire. Les chlorures sont par ailleurs suivis à une fréquence mensuelle.

Observations :

→ L'exploitant doit veiller à respecter le programme de surveillance défini en interne (mesures mensuelles en DBO₅, NGL et P).

→ La surveillance mensuelle des paramètres DBO₅, NGL et P se fera, dans la mesure du possible, dans un laboratoire extérieur, comme annoncé lors de la visite de 2023. Si l'exploitant ne souhaite plus honorer cet engagement (non exigé réglementairement), l'intervention d'un organisme agréé devra dans tous les cas être commandée et mise en œuvre pour réaliser un prélèvement et une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de l'AMPG susvisé en 2025, en vue de respecter la fréquence de vérification de trois ans (dernière mesure lors du contrôle inopiné en 10/2022).

Les modalités de prélèvement sont conformes aux prescriptions générales (au moins 2 prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure), pour autant qu'elles permettent de réaliser un échantillon effectivement représentatif du fonctionnement sur une journée. Pour garantir une meilleure représentativité de l'échantillon, si l'échantillonneur automatique le permet, l'exploitant est invité à mettre en œuvre les bonnes pratiques décrites dans le "*guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE*", qui préconise, pour un rejet en continu, un échantillonnage automatique proportionnel au débit sur une durée de 24 heures, avec des prélèvements unitaires d'au minimum 50 ml.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux rubrique 2230 – valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

« Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées : pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C.

Les effluents rejetés sont également exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. »

« c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées :

- MES : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- DBO₅ : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;
- azote global : la concentration ne dépasse pas 30 mg/l si le flux journalier maximal est ≥ 50 kg/jour ;
- phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est ≥ 15 kg/jour.

Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau.

Les valeurs limites des alinéas ci-dessus sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration. »

Constats :

Des résultats de l'autosurveillance sur les mois de janvier à septembre 2024, il ressort une conformité des rejets aux valeurs limites des AMPG applicables pour les paramètres MES, DCO, DBO₅ et NGL (5 analyses seulement en 2024 pour DBO₅, P et NGL).

Les concentrations les plus importantes constatées en 2024 pour les paramètres suivants sont :

- MES : 76 mg/l fin mai, mais le flux est de 4,4 kg/j (<15 kg/j) ;
- DCO : 132 mg/l fin juillet, mais le flux est de 6,2 kg/j (<100 kg/j) ;
- DBO₅ : 5 mg/l en janvier, et le flux est de 0,3 kg/j ;
- P : 38,2 mg/l en janvier, mais le flux est de 2,3 kg/j (<15 kg/j) ;
- NGL : 11,42 mg/l en janvier, et le flux est de 0,74 kg/j.

S'agissant du phosphore, les analyses réalisées en 2024 révèlent des concentrations et flux très variables : 38,2 mg/l (2 292 g/j) en janvier, 7,07 mg/l (389 g/j) en février, 4,42 mg/l (203 g/j) en mars, 3,18 mg/l (200 g/j) en avril, 9,36 mg/l (487 g/j) en juin. Ces concentrations sont conformes aux valeurs limites des AMPG applicables, mais sont susceptibles de conduire au dépassement de la limite fixée dans le SDAGE (2 mg/l en moyenne annuelle lorsque le flux dépasse 500 g/j). Cette limite s'impose toutefois uniquement pour les sites soumis à autorisation.

Observations :

→ L'attention de l'exploitant est néanmoins appelée sur les rejets de phosphore.

Il est rappelé que, même si les concentrations limites fixées dans les AMPG sont respectées, les rejets doivent, dans tous les cas, être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. Ce point n'a pas été vérifié lors de la visite, mais l'exploitant doit être en capacité de le justifier pour l'ensemble des substances rejetées.

Type de suites proposées : Sans suite